

COOP DEC Info - n°22

Lettre d'information sur la coopération décentralisée – septembre 2006

Pour tout problème de lecture, télécharger le format cette lettre en format pdf directement sur notre site

www.coopdec.org

Pour vous [désinscrire](#) nous renvoyer simplement un mél avec le titre « desinscription », votre nom et collectivité.

**L'INSCRIPTION EN LIGNE A « COOP DEC INFO » EST DESORMAIS POSSIBLE,
DIRECTEMENT SUR NOTRE SITE INTERNET WWW.COOPDEC.ORG**

SOMMAIRE

Appel à projets – financements
Solidarité Liban
Coopération multilatérale
Union européenne
Actualité de la formation
Rendez-vous
Bibliographie – Webographie
Nouveaux accords de coopération :
Offres d'emploi – Mouvements - nominations

APPEL A PROJETS – FINANCEMENTS

FUTURES REGLES DE COFINANCEMENT DU MAE – APPEL DE LA CNCD A COMMENTAIRES AVANT LE 20 SEPTEMBRE.

Du fait de la fin des contrats de Plan État Région et de la réorganisation récente de la MCNG qui aboutit à une fonction supplémentaire pour la CNCD dans la gestion des crédits de soutien à la coopération décentralisée, une nouvelle procédure est proposée pour 2007.

Une première note a été transmise aux associations d'élus en mai 2006 et une réunion avec l'ARF a eu lieu en juin 2006. Une brève publiée le 4 septembre 2006 sur [le site de la CNCD](#) invite l'ensemble des collectivités locales à prendre connaissance des propositions du Délégué à l'Action Extérieure des Collectivités Locales et à faire part de leurs commentaires avant le 20 septembre. La CNCD, dans sa séance du 3 octobre, étudiera cette proposition.

D'après la **note d'orientation stratégique**, « *le dispositif actuel doit évoluer pour favoriser une meilleure adéquation entre l'engagement des collectivités territoriales et les priorités géographiques et thématiques fixées par l'Etat* ». Il s'articule notamment autour d'orientations et de priorités nouvelles en terme de thématiques (6 axes prioritaires sont proposés : réseaux régionaux – aide au développement – enseignement supérieur et recherche – échanges culturels – présence économique française à l'étranger – intégration des jeunes dans l'action internationale) et en terme de « destinations prioritaires », et **sur le principe d'une contractualisation sur 3 années.**

Au delà de ces priorités, le mode de coordination autour d'un « partenaire de référence » au bénéfice d'un pays cible devra être identifié et sera, pour le ministère, « **de préférence de niveau régional** ». D'après le MAE, « *ce dispositif devrait permettre de disposer d'un interlocuteur de référence pour chaque pays-cible de façon à mieux orienter les sollicitations et les partenariats des collectivités locales infra-régionales ainsi qu'à éviter les concurrences parfois stériles et souvent difficiles à justifier aux yeux des partenaires comme du contribuable.* » Plus précisément, pour le MAE, « *il sera apprécié que les régions puissent proposer des thèmes de contractualisation, en regroupant d'autres collectivités du territoire régional.* »

Procédure : L'appel à projet serait lancé le 15 octobre 2006. Les collectivités territoriales disposeraient de 4 mois pour faire acte de candidature auprès des préfectures de région. Les déclarations de candidatures seraient donc closes le 15 février 2007. Ce délai doit permettre de préparer les dossiers de candidature et rechercher les partenariats nécessaires.

L'instruction des dossiers de candidature par le ministère des Affaires Etrangères serait réalisée du 15 mars au 30 avril 2007 (en associant bien sûr les ambassades), période à l'issue de laquelle un comité d'examen arrêterait les dossiers retenus. Les contrats seraient alors signés par les préfets de région sur cette base. Les crédits seraient délégués pour le financement des dossiers entrant dans le cadre défini par le contrat (sauf procédures ministérielles distinctes).

Cette contractualisation se substituerait au CPER, au hors- CPER et surtout à terme aux FSP. Au-delà, il restera, un appel à projet sur la coopération européenne (sur le programme LOLF 185 essentiellement) et « *un appel à projet « résiduel » pour éviter de se couper de petits projets proposés par des collectivités de taille moyenne qui ne peuvent accéder à la contractualisation sur 3 ans* » - toutefois, la proportion du financement réservé à ces collectivités n'est pas précisée.

HCCI – COOPERATION DECENTRALISEE – AFD

La réunion du 11 juillet 2006 de la commission Coopération décentralisée du HCCI avait pour ordre du jour unique « l'AFD et la Coopération décentralisée ». Points abordés lors de cette réunion : Caractéristiques de l'AfD et évolution depuis 2001 / Evolutions opérationnelles et stratégiques / Renforcement du partenariat entre l'AfD et les acteurs de la coopération décentralisée: <http://www.hcci.gouv.fr/participer/decentralise/cooperation-afd.html>

SOLIDARITE LIBAN

Liban – Aide humanitaire française

Le MAE a mis en place une cellule d'urgence humanitaire pour coordonner l'aide française au Liban. Les collectivités territoriales (de même que les particuliers et les entreprises) qui désirent faire un don financier pour participer à cette opération peuvent faire un don au "fonds de concours" du ministère des Affaires étrangères. Pour prendre connaissance de la procédure de contribution à ce fonds de concours :

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/humanitaire_1039/actualites_5062/un-bateau-pour-liban-procedure-versement-dons-sur-fonds-concours_39663.html#sommaire_2

Plus largement sur l'engagement du MAE : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/humanitaire_1039/index.html

PNUD – Liban : Programme de réhabilitation des infrastructures municipales

Le PNUD a signé avec le gouvernement libanais un projet de réhabilitation des infrastructures municipales. 150 municipalités vont recevoir des subventions d'environ 100 000 dollars.

Plus d'information sur ce projet : http://www.undp.org/lebanon/project_municipalities.shtml

L'Agence COOP DEC Conseil produira prochainement une note de contexte concernant l'engagement au Liban pour les collectivités locales, pour une meilleure coordination avec les initiatives internationales

COOPERATION MULTILATERALE

UE – Egypte – Activités Culturelles

Montant disponible : 150 000 euros / Subventions : entre 10 000 et 40 000 euros, entre 25 et 80% des coûts éligibles / Date limite : 1^{er} octobre

Texte de l'appel à projets : <http://ec.europa.eu/comm/europeaid/cgi/frame12.pl> (sélectionnez MEDA, OPEN, GRANTS, ALL, ALL)

UE-Ouzbékistan : Appel à projets ouvert aux collectivités locales pour des projets visant à appuyer la société civile et les autorités locales. Montant disponible : 1 million d'euros.

Subventions : entre 100 000 et 200 000 euros, entre 50% et 80% des coûts éligibles : Date limite : 4 octobre 2006

Texte de l'appel à projets : <http://ec.europa.eu/comm/europeaid/cgi/frame12.pl> (sélectionnez TACIS, OPEN, GRANTS, ALL, ALL)

UE - Jordanie :

Appel à projets : Microprojets / Initiative Européenne pour la Démocratie et les Droits de l'Homme :

Thème des projets : société civile et droit des groupes vulnérables ; lutte contre la torture

Date limite : 18 octobre 2006

<http://ec.europa.eu/comm/europeaid/cgi/frame12.pl> (sélectionnez OTHER, OPEN, GRANTS, ALL, ALL)

ANALYSE DE CONTEXTE ET IDENTIFICATION DES POSSIBILITES DE FINANCEMENTS MULTILATERAUX SUR LE TERRITOIRE DE NOTRE PARTENARIAT – UNE EXPERTISE DE L'AGENCE COOP DEC CONSEIL

L'Agence COOP DEC Conseil propose un service d'analyse contextuelle de l'action des bailleurs de fonds et des institutions internationales (Agence Française de Développement, Banque Mondiale, FAO, UNESCO, OMS, PNUD ...) afin d'identifier les partenariats et financements possibles pour votre projet. La note produite permet de plus de répondre aux premières questions de l'appel à projet « coopération décentralisée » du MAE et des dossiers européens sur le contexte d'intervention.

Détails de la prestation sur notre site www.coopdec.org ou [directement](#). Un exemple -rapport réalisé pour le CG Hautes Pyrénées pour sa coopération au Pérou- est disponible sur demande. multilateral@coopdec.org

UNION EUROPEENNE

Adhésion de la Roumanie le 1^{er} janvier 2007 : le comité des régions est pour.

La Commission européenne devrait publier le 26 septembre prochain le rapport de suivi définitif, pour décider si l'adhésion de la Roumanie à l'Union se fera le 1er janvier 2007 ou sera reportée.

Pour sa part, le président du Comité des régions défend le principe de l'adhésion de la Roumanie dès le 1er janvier prochain, partageant l'avis que des dispositions transitoires additionnelles pourraient être conclues dans les domaines de la politique de concurrence et de la justice et des affaires intérieures.

CNFPT – infos sur le site <http://www.enact-nancy.cnfpt.fr/0400/recherche.phtml>

L'action de coopération des collectivités locales (initiation)

ENACT de Dunkerque, Dunkerque (59)

- Du 21/11/06 au 23/11/06 STEPHANIE GROSS - 03.28.51.32.26

L'action de coopération des collectivités territoriales (expert)

L'ENACT Nancy organise une nouvelle session de formation

- Du 11/12/06 au 13/12/06, Nancy (54) EMMANUEL THOUARY - 03.83.19.22.30

GIP France Coopération Internationale

- **Cycle long FCI - ENA - du 28 septembre au 7 décembre**

Programme réparti sur 6 journées, offrant une vision d'ensemble des projets, depuis leur identification en amont jusqu'à leur mise en œuvre. Il permet de maîtriser les techniques des appels à projet et appels d'offres dans le but de remporter et de gérer efficacement des marchés de services sur financements internationaux. Plus d'infos : http://www.fci.gouv.fr/moderation/fichiers/04-formation_FCI_ENA.pdf

Agence COOP DEC Conseil

- **Développer un partenariat entre les collectivités locales et les institutions internationales**

Journée de formation et d'information à destination des collectivités locales souhaitant développer des partenariats avec des institutions internationales et des bailleurs de fonds comme l'Agence Française de Développement, la FAO, la Banque Mondiale, l'UNESCO ou le PNUD ...

Prochaines journées de formation sur Paris : **vendredi 24 novembre**

Cette formation peut aussi être proposée en interne à un service RI, dans votre collectivité

Bulletin d'inscription et programme sur demande : multilateral@coopdec.org

- **« L'action internationale des collectivités locales » - Formation Accélérée – 9 jours – - Janvier 2007**

9 jours de formation, dispensés par des professionnels de la coopération décentralisée - Programme et bulletin d'inscription sur www.coopdec.org .

Nouveaux programme et bulletin d'inscription disponibles sur demande : contact@coopdec.org

RENDEZ-VOUS

14 au 16 septembre : Assises francophones de l'éducation et de la formation

La Roumanie est le pays d'accueil du XI^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation internationale de la Francophonie. Les Assises francophones de l'éducation et de la formation auront lieu à Bucarest. Thèmes traités : éducation au développement durable, éducation aux droits de l'Homme, éducation et politique linguistique. Plus d'information : <http://ong-francophonie.net>

23-24 septembre – Village francophone – par le Foyer culturel de Milly la Forêt en partenariat avec le CG

Essonne : Plus d'informations – service de la coopération décentralisée et des relations internationales – 01 60 91 91 91

Vendredi 29 et samedi 30 septembre 2006 - 1^{ère} Université d'été bretonne de l'eau "Eau, hommes et territoires solidaires" près de Lorient. Plus d'informations sur www.region-bretagne.fr

5 et 6 octobre 2006 : 7^{ème} Forum de Biarritz

Contact : : forodebiarritz@cmeal.org

Du 8 au 10 octobre 2007 - Congrès Mondial de CGLU 2007

Jeju, South Korea / Info : : info@cities-localgovernments.org

BIBLIOGRAPHIE – WEBOGRAPHIE

Solidarité internationale dans le Canton de Genève

La Fédération genevoise de coopération (FGC), créée en 1966, regroupe une cinquantaine d'associations ayant un siège dans le canton de Genève. La FGC vient de publier la quatrième édition d'une brochure quinquennale qui donne le détail des contributions versées pour la coopération au développement et l'aide humanitaire par les communes genevoises <http://www.fgc.ch/brochure.php>

Education au développement et à la solidarité internationale. Un enjeu pour l'université, un enjeu pour les collectivités. 190 pages – 16 € - Ed. Presse université de Franche Comté

Cet ouvrage rassemble les communications présentées au colloque " Education au développement et à la solidarité internationale (EADSI) : un enjeu pour l'université, un enjeu pour les collectivités " qui s'est tenu à Besançon les 16 et 17 novembre 2005.

NOUVEAUX ACCORDS DE COOPERATION :

Merci aux collectivités nous ayant transmis leurs accords de coopération et de jumelage

L'Agence COOP DEC Conseil diffuse sur son site, des listes d'accords de coopération par pays. www.coopdec.org rubrique « base de données » -si vous souhaitez informer les collectivités locales françaises de vos nouveaux accords, merci de nous communiquer la convention de coopération décentralisée par mél

- **Brésil** : accords Vitória / Communauté Urbaine de Dunkerque
- **Chine** : Un mémorandum de coopération a été signé entre le bourg de Zhouzhuang et la ville d'Arles, lors du Festival international du tourisme de Zhouzhuang, dans la province du Jiangsu (est de la Chine).
- **Niger** : Saint Briec - Gabès / accord-cadre de coopération décentralisée a été signé le jeudi 3 août à GABES, dans le prolongement de la charte d'amitié et de coopération signée le 29 mars 2003.
- **Italie – Tunisie** : Izinia (it) – Douz –(Tu) La visite a permis de signer un protocole de jumelage entre les deux villes permettant ainsi au festival de Douz comme celui d'Izinia de s'exporter dans les deux sens

OFFRES D'EMPLOI – MOUVEMENTS - NOMINATIONS

La lettre COOP DEC Info est diffusée à plus de 1200 exemplaires. Si vous souhaitez diffuser une offre d'emploi ou faire part aux acteurs de la coopération décentralisée de votre prise de fonction, merci de nous communiquer vos textes par [mél](mailto:contact@coopdec.org) : contact@coopdec.org

- ❑ **CR Bourgogne** : Sophie OLLIER quitte la Direction des relations européennes et internationales. Karine LHOSTIS – ancienne chargée de mission à Cités Unies France- prend la direction du Service Relations Internationales.
- ❑ **CR Rhône Alpes** : M. Laurent Van Soen est le nouveau Directeur de l'Europe, des relations internationales et de la coopération
- ❑ **Ambassade de France au Mali** : Michel Reveyrand-de Menthon, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France est le nouvel ambassadeur de France.
- ❑ **Eugène Zapata Garesche**, consultant associé à l'Agence COOP DEC Conseil, a été nommé au Conseil Consultatif d'Experts de l'Observatoire de la Coopération décentralisée Europe Amérique latine. : <http://www.observ-ocd.org/>
- ❑ **Stéphanie STUTZMANN** change d'état civil depuis son mariage cet été et devient : Stéphanie DELALANDE - Direction des Relations Interrégionales et Européennes. Elle conserve toutefois quelques temps encore son [mél](mailto:stephanie.stutzmann@cr-lorraine.fr) : stephanie.stutzmann@cr-lorraine.fr
- ❑ **ERRATUM** : c'est la **Ville de Lyon** (et non le Grand Lyon) qui recherche un attaché territorial pour conduire et développer les projets de coopération décentralisée de Lyon/Grand Lyon menés dans le bassin méditerranéen (Algérie, Maroc, Liban), plus d'infos : www.cnfpt.fr
- ❑ **Boulogne Billancourt** : recherche Chargé(e) des relations internationales et des manifestations –CDD 12 mois renouvelable. Contact : Mme Guyot – recrut@mairie-boulogne-billancourt.fr

Cette lettre d'information est diffusée par l'Agence Coop Dec Conseil, spécialisée dans la formation, l'accompagnement, le conseil et l'évaluation de l'action internationale des collectivités

Agence COOP DEC Conseil - 1 place Paul Verlaine - 92100 Boulogne Billancourt - www.coopdec.org

Pour nous contacter : contact@coopdec.org - Tél : 06 12 72 96 71

Pour vous [désinscrire](#), nous renvoyer simplement un [mél](#) avec le titre « [desinscription](#) ».

« COOP DEC INFO », diffusée par Internet, est libre de droit. Merci de nous informer de vos rediffusions et d'indiquer la source.